

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010794 – AMR 19/002/01AU 319/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

BRÉSIL Roberto Monte, défenseur des droits humains Plácido Medeiros de Souza, commissaire de police

Londres, le 13 décembre 2001

Le militant des droits humains Roberto Monte et Plácido Medeiros de Souza, qui exerce les fonctions de *delegado* (commissaire) au sein de la police civile, ont été tous deux menacés de mort. Ces menaces sont apparemment liées à leurs investigations sur le meurtre d'un avocat tué par un escadron de la mort, dont de nombreux membres appartiennent à la police civile. Amnesty International craint que ces deux hommes ne soient en grand danger.

Roberto Monte travaille pour le *Centro de Direitos Humanos e Memória Popular* (CDHMP, Centre pour les droits humains et la mémoire populaire), dont le siège se trouve à Natal, dans l'État du Rio Grande do Norte, dans le nord du Brésil. Lui et Plácido Medeiros de Souza enquêtaient sur le meurtre de l'avocat Gilson Nogueira Carvalho, abattu devant son domicile en octobre 1996 alors qu'il travaillait pour une commission spéciale mise en place pour faire la lumière sur les activités d'un escadron de la mort (voir l'EXTRA 49/99, AMR 19/08/99 du 6 avril 1999, et l'AU 300/99, AMR 19/28/99 du 16 novembre 1999).

Dans le cadre de leurs investigations, les deux hommes ont récemment porté plainte à propos des activités d'un escadron de la mort connu sous le nom de *Meninos de Ouro* (Les Enfants dorés). Cette organisation est présumée avoir tué jusqu'à 80 personnes et torturé de nombreux autres individus dans l'État du Rio Grande do Norte depuis les années 90. Certains membres des *Meninos de Ouro* appartiennent à la police civile. D'après les résultats d'une enquête indépendante menée par le ministère public sur le meurtre de Gilson Nogueira Carvalho, cet escadron de la mort bénéficie de la protection des autorités du Rio Grande do Norte.

En octobre et en novembre de cette année, Plácido Medeiros de Souza et une personne qui souhaite conserver l'anonymat ont reçu un certain nombre d'appels téléphoniques anonymes, les avertissant que quelqu'un projetait de tuer Roberto Monte et Plácido Medeiros de Souza.

Le membre de la police civile Jorge Luis Fernandes, un des principaux responsables présumés du meurtre de Gilson Nogueira Carvalho, qui est également soupçonné d'implication dans les activités des escadrons de la mort qui sévissent dans le Rio Grande do Norte, purge actuellement une peine de quarante-sept ans d'emprisonnement. Alors qu'il devrait être incarcéré dans une prison sûre, cet homme est détenu dans un poste de la police civile. Il est toujours impliqué dans l'organisation de meurtres sur contrat, et peut même quitter le poste de police deux fois par semaine pour rendre visite à sa famille.

Plácido Medeiros de Souza occupe le poste de *delegado* (commissaire) au sein de la police civile de l'État du Rio Grande do Norte. La Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui dépend de l'Organisation des États américains (OEA), a appelé le gouvernement brésilien à accorder à cet homme et à Roberto Monte la protection de la police fédérale. D'après les informations recueillies, aucun de ces deux hommes n'a bénéficié jusqu'à présent de la moindre mesure en ce sens. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a également demandé au gouvernement brésilien de transférer Jorge Luis Fernandes dans une prison de haute sécurité.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Brésil, les défenseurs des droits humains sont les cibles de menaces de mort, de manœuvres d'intimidation et d'attaques imputables à la police, à des tueurs à gages et aux escadrons de la mort, qui opèrent avec l'assentiment des autorités.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à prendre immédiatement des mesures pour enquêter sur les allégations selon lesquelles Roberto Monte et Plácido Medeiros de Souza ont été menacés de mort ;
- exhortez les autorités à mettre en œuvre les recommandations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, et à accorder à ces deux hommes la protection de la police fédérale ;
- demandez instamment aux autorités de l'État du Rio Grande do Norte de transférer le membre de la police civile Jorge Luis Fernandes du poste de police où il est apparemment détenu illégalement dans une prison de haute sécurité ;
- dites-vous préoccupé par les informations faisant état de liens entre l'escadron de la mort *Meninos de Ouro* (Les Enfants dorés) et les autorités du Rio Grande do Norte, et appelez le gouvernement fédéral ainsi que l'État du Rio Grande do Norte à mener des investigations sur cette organisation et sur tous les autres escadrons de la mort connus et à les démanteler ;
- appelez les autorités brésiliennes à s'acquitter de leurs obligations à l'égard des défenseurs des droits humains, conformément aux dispositions de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et de la résolution sur les " *Défenseurs des droits de la personne dans les Amériques* " de l'Organisation des États américains (OEA).

APPELS À :

Gouverneur de l'État du Rio Grande do Norte :

Exmo. Sr. Governador do Estado do Rio Grande do Norte
Sr. Garibaldi Alves Filho
Centro Administrativo da Governadoria
Lagoa Nova
59064 – 901, Natal, RN, Brésil
Fax : + 55 84 206 4752

Formule d'appel : *Vossa Excelência*, / Monsieur le Gouverneur,

Secrétaire d'État à la Sécurité publique de l'État du Rio Grande do Norte :

Exmo. Sr. Secretário de Segurança Pública do Estado do Rio Grande do Norte
Anísio Marinho Neto
Secretaria de Segurança Pública
Praça Augusto Severo, N° 261, Ribeira
59012 – 380, Natal, RN, Brésil
Fax : + 55 84 232 1093

Formule d'appel : *Sr. Secretário*, / Monsieur le Secrétaire d'État,

Ministre fédéral de la Justice :

Exmo. Sr. Ministro da Justiça do Brasil
Dr. Aloysio Nunes Ferreira
Ministério da Justiça
Esplanada dos Ministérios
Bloco 'T', 4° andar, Sala 400
70064 – 900, Brasília DF
Brésil
Fax : + 55 61 322 6817 / 225 0289

Formule d'appel : *Vossa Excelência*, / Monsieur le Ministre,

Secrétaire d'État aux droits humains du Brésil :

Exmo. Sr. Secretário de Estado dos Direitos Humanos
Paulo Sergio Pinheiro
Secretaria de Estado dos Direitos Humanos
Ministério da Justiça
Esplanada dos Ministérios
Bloco T, 4° andar, Sala 420
70064-900, Brasília D.F.
Brésil

Fax : + 55 61 223 2260 / 226 7980

Formule d'appel : *Sr. Secretário*, / Monsieur le Secrétaire d'État,

COPIES À :

Centre pour les droits humains et la mémoire populaire :

Centro de Direitos Humanos e Memória Popular
Rua Vigarario Bartolomeu, 635
Ed. 21 de Março, Sala 607
59023-900, Natal, RN, Brésil

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 24 JANVIER 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

.La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents. Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org